

Le collectif "Notre école ne peut pas s'appeler Pierre Lefèvre" réagit

Après la séance du dernier conseil municipal des Monts d'Aunay, et le vote de la protection fonctionnelle accordée à Christine Salmon, le collectif "Notre école ne peut pas s'appeler Pierre Lefèvre", représenté par Philippe Sicot et François Hanesse, a réagi.

"Les accusations de la maire ne sont qu'un rideau de fumée, elle souhaite attirer l'attention sur des soi-disant violences pour surfer sur la vague des maires harcelés", lance Philippe Sicot. "Notre collectif est du côté des victimes des violences de Pierre Lefèvre, nous avons une quinzaine de témoignages sous serment. Pour nous, la présomption d'innocence de Pierre Lefèvre n'existe pas, on sait ce qu'on a vécu. On ne lutte pas contre Pierre Lefèvre, ni Christine Salmon, ni le conseil municipal, mais contre la nomination de l'école."

"On ne met pas à l'honneur quelqu'un qui n'est pas tout blanc. Sur le plan symbolique, c'est catastrophique", ajoute François Hanesse.

Tous deux disent attendre désormais le jugement du tribunal administratif, qui confirmera ou non la décision d'attribuer le nom de Pierre Lefèvre à l'école. **"On n'a pas peur de perdre, on a peur de ne pas gagner, car le tribunal peut nous donner tort sur la forme mais non sur le fond. À partir de maintenant, on va se concentrer uniquement sur notre objectif et rien d'autre, afin de ne pas entrer dans le jeu de la maire qui cherche à déplacer le problème et à se victimiser. Mais on ne s'habitue jamais au fait que Pierre Lefèvre ait son nom au fronton d'une école."**

Dès le retrait de la plaque, François Hanesse et Philippe Sicot s'engagent à dissoudre le collectif et à retirer tous ses comptes des réseaux sociaux.



François Hanesse et Philippe Sicot s'engagent à dissoudre le collectif lorsque la plaque portant le nom de école Pierre Lefèvre sera enlevée.